De la “ Grande Inde ” à l’Asie du Sud-Est : la contribution de l’archéologie

Pierre-Yves Manguin

▶ **To cite this version:**

Pierre-Yves Manguin. De la “ Grande Inde ” à l’Asie du Sud-Est : la contribution de l’archéologie. Comptes-rendus des séances de l’Académie des inscriptions et belles-lettres, 2000, 144 (4), pp.1485 - 1492. 10.3406/crai.2000.16224 . halshs-02516958

HAL Id: halshs-02516958
https://shs.hal.science/halshs-02516958

Submitted on 24 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres

De la « Grande Inde » à l'Asie du Sud-Est : la contribution de l'archéologie

Monsieur Pierre-Yves Manguin

Citer ce document / Cite this document :

Manguin Pierre-Yves. De la « Grande Inde » à l'Asie du Sud-Est : la contribution de l'archéologie. In: Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 144e année, N. 4, 2000. pp. 1485-1492;

doi : https://doi.org/10.3406/crai.2000.16224

https://www.persee.fr/doc/crai_0065-0536_2000_num_144_4_16224

Fichier pdf généré le 22/05/2018

creative commons

DE LA « GRANDE INDE » À L'ASIE DU SUD-EST : LA CONTRIBUTION DE L'ARCHÉOLOGIE

PAR

M. PIERRE-YVES MANGUIN

Persée creative commons

Évoquer ici, dans les limites de temps qui nous sont imparties, toute la place de l'archéologie dans les missions scientifiques qui ont incombé à l'École française d'Extrême-Orient en Asie du Sud-Est, tiendrait de la gageure. On sait en effet la part considérable occupée dans le quotidien de l'École, dès ses origines, par cette archéologie comprise au sens le plus large du terme, c'est-à-dire comme l'étude du passé humain à partir des vestiges matériels.

Cette part a été immense pendant le premier demi-siècle d'existence de l'École, dans l'Indochine française où elle a été fondée : lors de sa création en 1900, institut de recherches à vocation généraliste, l'École française d'Extrême-Orient hérite néanmoins des devoirs de la toute jeune « Mission archéologique de l'Indochine », dont elle prend la place. Comme l'*Archaeological Survey of India*, revivifiée en 1901, et comme la *Commissie in Nederlandsch-Indië voor Oudheidkundig Onderzoek* (Commission des Indes néerlandaises pour la Recherche archéologique), fondée de même en 1901, l'École est un établissement scientifique qui a pour vocation, entre autres, de poursuivre des recherches archéologiques ; mais elle est alors aussi, sur le territoire de l'Indochine, un service administratif chargé de la lourde tâche de la conservation des antiquités : à ce titre, elle doit assurer l'inventaire, le classement et la surveillance des quelque 2000 sites que ses archéologues mettent au jour durant un demi-siècle, dans les trois nations qui constituent encore alors l'Indochine française, et que l'on connaît aujourd'hui sous les noms de Cambodge, Vietnam et Laos. Il lui revient enfin de dégager et de restaurer ceux de ces monuments qui le méritent.

Personne n'ignore le rôle que l'École française d'Extrême-Orient a joué depuis le début de ce siècle dans la conservation des

monuments du prestigieux groupe d'Angkor. Et on connaît bien les noms des architectes ou des archéologues que l'École a assignés à cette tâche prométhéenne : la plupart, de Jean Commaille à Bernard Philippe Groslier, en passant par Henri Marchal, Georges Trouvé ou Maurice Glaize, y consacrèrent – et parfois y laissèrent – leur vie. Cette action, qui s'est prolongée jusqu'en 1972, au-delà de l'indépendance du Cambodge, s'est vue interrompue pendant le conflit qui a ensanglanté le peuple khmer. La paix revenue, l'École est à nouveau amenée à jouer au nom de la France un rôle déterminant dans la conservation du patrimoine monumental khmer, aux côtés du gouvernement national du Cambodge, de l'UNESCO et du Japon. On rappellera que le groupe d'Angkor a été inscrit en 1992 sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Mais le travail des architectes restaurateurs de l'École ne s'est pas arrêté aux frontières du Parc d'Angkor, ni d'ailleurs à celles de l'ancienne Indochine. Ainsi, le site cham de Mi Son, en territoire vietnamien, dégagé pour la première fois par Henri Parmentier en 1902, vient lui aussi – il y a quelques semaines à peine – d'être inscrit sur la liste du Patrimoine mondial, en dépit des destructions massives occasionnées par les bombardements américains ; celui de Vat Phu, au Laos, relevé par le même Henri Parmentier dès 1914, devrait l'y rejoindre bientôt. Dans les deux cas, les architectes de l'École ont participé aux missions d'expertise de l'UNESCO, comme ils l'avaient fait déjà, en Indonésie, lors de la restauration du Borobudur, autre monument classé sur la liste du Patrimoine mondial, ou encore à Pagan, dans le cadre du programme de l'UNESCO sur le patrimoine culturel birman.

Si on connaît bien le rôle joué par l'École française d'Extrême-Orient sur le territoire de l'Indochine française, on sait moins bien qu'elle établit, dès ses origines, des relations scientifiques durables avec les archéologues des nations et des colonies voisines, où elle mène dès lors de nombreuses missions. Ces relations privilégiées, maintenues le plus souvent avec les savants des pays nouvellement indépendants d'Asie du Sud-Est, expliquent largement la place qui est aujourd'hui celle de l'École et de ses Centres dans ces mêmes pays.

Ainsi, dès le début du siècle, les liens avec les archéologues du Siam furent étroits, en particulier avec le prince Damrong, considéré comme le fondateur de l'archéologie en Thaïlande – ceci en dépit du conflit de souveraineté qui opposait la France et son protectorat du Cambodge au Siam sur les anciennes provinces frontalières, dont celle d'Angkor. Par ailleurs, on cite aussi souvent en exemple l'adaptation de la technique de l'anastylose à un milieu subtropical par les archéologues des Indes néerlandaises, et l'influence que ces derniers exercèrent sur les architectes d'Angkor :

Henri Marchal restaura en 1931 le temple-joyau de Banteay Srei « avec une prudence amoureuse » (l'expression est d'Émile Gaspardone), en mettant en pratique pour la première fois les méthodes apprises lors d'une récente mission à Java.

Pour parfaire le tableau de ces recherches archéologiques menées dans l'Asie du Sud-Est d'avant-guerre, il faudrait aussi pouvoir parler ici en détail des travaux des historiens de l'art, collaborateurs venus du musée Guimet, tel le grand Philippe Stern, ou engagés à l'École comme Pierre Dupont ou Jean Boisselier. Faute de temps, je me contenterai de rappeler que leurs travaux, comme ceux de leur successeurs, encore en activité, n'ont jamais cessé d'alimenter nombre de publications sur les arts des trois pays de l'Indochine, sur leurs origines, sur leurs rapports avec ceux des pays voisins et sur les phénomènes de transfert et de diffusion des formes artistiques.

Bernard Philippe Groslier, lorsqu'il eut – tout frais engagé en 1951 – à faire l'éloge de l'œuvre des archéologues de l'École, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, conclut son intervention par une formule lapidaire : « Tout était à faire : ils firent tout. » Il voulait dire, bien sûr, que rien ne les arrêtait. Car si ces glorieux pionniers firent de tout ou presque, les archéologues qui travaillent depuis à la reconstruction du passé de l'Asie du Sud-Est, à l'École française d'Extrême-Orient comme ailleurs en France et dans le monde, sont loin, aujourd'hui, d'être au bout de leurs peines !

* *
*

L'évocation de l'œuvre de Bernard Philippe Groslier me fournit ici une transition vers la deuxième partie de cette brève intervention. Car s'il accomplit à Angkor – dont il fut le conservateur entre 1959 et 1973 – une œuvre remarquable, bien connue, de gestion du patrimoine et de restauration, Bernard Philippe Groslier était aussi un adepte de la fouille stratigraphique. C'est à lui, rappelons-le, que l'on doit l'introduction en France au début des années cinquante de la fameuse méthode de fouilles de Mortimer Wheeler, qu'il alla observer en Inde même, où son créateur l'avait perfectionnée sur les sites d'Arikamedu, de Harappa ou de Brahmagiri, avant de la codifier en 1954 dans son célèbre *Archaeology from the Earth*. Son ami Paul Courbin, qui en fit dès lors, on le sait, son cheval de bataille, et qui vint l'assister pour la fouille du Srah Srang d'Angkor, nous laissera de Bernard Philippe Groslier le plus bel éloge : de sa mort, survenue dans sa soixantième année, en 1986, Paul Courbin écrira qu'elle « nous a privés trop tôt d'un des archéologues les plus

remarquables que la France, sans trop s'en douter d'ailleurs, ait jamais produit ». Faut-il rappeler ici que c'est Bernard Philippe Groslier qui fonda en France, en 1970, le Centre de Recherches archéologiques du C.N.R.S. à Valbonne, qu'il dirigera à nouveau pendant un temps après la fermeture du Cambodge ?

Cette maturation des méthodes de fouille et, plus encore – on reviendra sur ce point –, leur application à la période historique était la bienvenue à l'École française d'Extrême-Orient. Car s'il est un domaine où les archéologues de l'École n'avaient pas toujours donné d'eux, jusqu'aux années quarante, la meilleure image, c'est bien celui de l'archéologie de fouilles. La préhistoire n'était pas le fort de l'École : l'extraordinaire géologue Madeleine Colani, génie tutélaire s'il en fut pour les préhistoriens de l'Asie du Sud-Est, ne fut jamais membre de l'École ; et l'on dut faire appel dans les années trente à l'archéologue danois Olov Janse pour mettre enfin un peu d'ordre dans l'Âge des métaux au Vietnam, malmené par les membres correspondants de l'École, le douanier Émile Pajot, les révérends pères Max et Henry de Pirey, comme par les autres amateurs enthousiastes mais brouillons auxquels ces recherches étaient encore abandonnées.

En 1932, la convocation à Hanoi, sous l'égide de l'EFEO, du Premier Congrès des Préhistoriens d'Extrême-Orient fut l'occasion d'une prise de conscience. Mais la critique la plus virulente vînt de l'intérieur même de l'École, en la personne du philologue Émile Gaspardone, spécialiste du Vietnam, futur professeur au Collège de France. Dans un pamphlet publié en 1936 dans la *Revue de Paris*, il fustigea sans pitié le mauvais usage, fait par les membres de l'École, des informations peu fiables provenant des archéologues amateurs auxquels on laissait la bride sur le cou, ne serait-ce que parce qu'ils alimentaient les collections des musées de l'Indochine avec celles d'entre les pièces mises au jour qui avaient une valeur scientifique ou esthétique.

Ce plaidoyer pour une fouille archéologique plus méthodique était de son temps. Louis Malleret, dans cette unique campagne de 1944 dans le delta du Mékong qui révéla le site éponyme de Oc Eo, faisait déjà preuve d'une louable rigueur méthodologique. Mais le coup de force japonais de mars 1945 interrompit ses projets et le conflit indochinois, avec la France d'abord, puis avec les États-Unis, interdira tout travail archéologique sérieux au Vietnam méridional avant la réunification du pays en 1975.

C'est au Cambodge, resté plus longtemps à l'abri du conflit, que cette maturation va donner ses premiers fruits. Dès 1953, Bernard Philippe Groslier attaque la fouille systématique du palais royal d'Angkor Thom. Les travaux de conservation sont accompagnés

dès lors de fouilles méthodiques sur les zones d'habitat, qui révèlent parfois, comme à Sambor Prei Kuk, des niveaux d'occupation précédant les vestiges des capitales angkoriennes ou préangkoriennes. Un premier corpus de la céramique khmère est ainsi constitué. La guerre interrompt, encore une fois, ces travaux archéologiques. Les matériaux stockés pour étude à Angkor sont dispersés à tout jamais et Bernard Philippe Groslier décédera avant que la paix ne revienne. Seule la fouille de Srah Srang sera partiellement publiée par l'École française d'Extrême-Orient, à partir surtout des notes conservées par Paul Courbin.

* *
*

Cependant, plus encore que la négligence des aspects techniques de la fouille, Émile Gaspardone reproche dans son pamphlet de 1936 à l'archéologie indochinoise d'avoir été « absorbée par l'Inde », laissant à l'abandon les civilisations qui n'ont pas produit les grands monuments des États « indianisés ». Passionné par le Vietnam, Émile Gaspardone s'oppose ainsi déjà, implicitement, au point de vue dominant des savants « coloniaux » de l'Indochine comme des Indes néerlandaises : ils minimisent, voire censurent, les développements culturels endogènes et considèrent que les apports culturels qui ont précédé la « mission civilisatrice » de la France ne peuvent qu'être, à son image, intrusifs. Pour eux, la culture du bronze de Dông Son, au Vietnam, est « indonésienne », autre façon de dire qu'elle est venue d'un ailleurs encore indéfini, tandis que les grands royaumes historiques et leurs monuments sont d'origine « chinoise » ou « indienne ». De fait, en ce qui concerne le peuplement du Vietnam, il faudra attendre que les archéologues vietnamiens commencent à fouiller leur propre territoire, l'indépendance gagnée, pour que la démonstration soit faite que les cultures préhistoriques mises au jour pendant la période coloniale sont bien le produit de développements largement locaux.

Cette première période dans la vie de l'École française d'Extrême-Orient se clôt, symboliquement, lors de l'élaboration par l'épigraphiste George Cœdès de la première grande synthèse sur l'histoire de l'Asie du Sud-Est, intitulée *Les États hindouisés d'Indochine et d'Indonésie* : son titre et son texte définitifs, à quelques détails près, sont arrêtés dans sa deuxième édition de 1948. George Cœdès y entreprend courageusement, selon ses propres termes, « le récit continu et cohérent de faits incomplètement connus ».

Ce remarquable ouvrage, fondé pour l'essentiel sur l'immense œuvre accomplie par les épigraphistes et les archéologues français

et néerlandais, fait indéniablement date et sert aujourd'hui encore, à bien des égards, de manuel de référence. Il porte néanmoins en lui les germes de sa déconstruction, comme tout travail historique qui véhicule les représentations de son temps. Quasiment unique en son genre, emblématique du grand œuvre orientaliste en Asie du Sud-Est, il concentre aujourd'hui, souvent sous la même plume, tout à la fois les louanges et les critiques, parfois vives, des nouvelles générations de spécialistes de l'histoire ancienne de la région. Les écrits de George Cœdès illustrent ainsi, mieux que tous les autres, à la fois les immenses progrès accomplis en un peu plus d'un demi-siècle, et les limites d'une pensée orientaliste marquée par l'objet de ses études en Asie du Sud-Est : en privilégiant les inscriptions sanskrites au détriment de celles écrites dans les langues vernaculaires, les monuments religieux « hindouisés » et leur statuaire au détriment des sites de la vie quotidienne ou même de la grande économie marchande, les archéologues, les épigraphistes et les philologues d'avant les années cinquante ne pouvaient que laisser dans l'ombre des pans entiers des civilisations qu'ils étudiaient.

La principale remise en cause concerne la compréhension du processus d'indianisation. George Cœdès et la plupart de ses collègues français et néerlandais s'en tenaient, pour l'essentiel, à la formulation proposée dans *Les États hindouisés*... : « On peut [...], sans grande exagération, dire que les populations de l'Inde extérieure étaient en pleine civilisation néolithique tardive lorsque la culture brahmano-bouddhique de l'Inde est arrivée à leur contact. »

Recrutée par une École française d'Extrême-Orient qui vit dans l'immédiat après-guerre, sous le statut quadripartite, ses dernières années en Indochine, la génération des chercheurs à laquelle appartient Bernard Philippe Groslier marque une rupture incontestable. Maurice Durand, spécialiste de la culture vietnamienne, Louis-Charles Damais, épigraphiste féru de vieux javanais, pour n'en citer que deux, s'inscrivent eux aussi dans cette rupture. S'ils restent formés à l'indianisme ou à la sinologie, ils sont libérés des dominantes idéologiques de la période qui s'achève et modifient dès lors sensiblement le regard qui est porté sur l'Asie du Sud-Est et sur son passé : les premiers, à l'École, ils dégagent l'étude de la culture et de l'histoire des pays de la région de l'emprise exclusive des deux grandes masses que sont la Chine et l'Inde, dont le voisinage imposant fit qu'on qualifia longtemps l'Asie du Sud-Est de termes révélateurs tels « Insulinde », « Indo-chine », « Inde extérieure » ou encore, chez les nationalistes indiens, « Greater India », la « Grande Inde ». On prend en effet dès lors pleinement conscience que, pour être des lieux privilégiés de contacts avec les civilisations indiennes et chinoises, les pays de l'Asie

du Sud-Est n'en ont pas moins formé des cultures régionales ou nationales spécifiques : les faits de civilisation que l'on y observe ne sont pas réductibles aux seuls phénomènes d'indianisation, de sinisation ou d'islamisation d'un substrat « primitif ».

Les directions d'études qui sont bientôt créées pour ces spécialistes à l'École pratique des Hautes Études entérinent cette prise de conscience de l'autonomie culturelle, politique et économique des peuples de l'Asie du Sud-Est ancienne : plutôt qu'aux « études indochinoises », elles sont désormais consacrées aux études indonésiennes ou vietnamiennes.

Si l'archéologie n'est pas seule à avoir contribué à battre en brèche les interprétations de l'avant-guerre, elle y a fortement contribué. A l'École française d'Extrême-Orient comme ailleurs dans le monde, une archéologie historique, plus récemment constituée en discipline, emprunte depuis deux décennies environ à la préhistoire ses exigences de rigueur et de curiosité scientifique, et aux sciences sociales, en particulier aux géographes et aux anthropologues, leurs exigences d'explicitation.

Cette archéologie nouvelle s'applique à étudier non seulement les âges sans écriture, mais aussi et surtout les périodes protohistoriques ou historiques de l'histoire ancienne de l'Asie du Sud-Est, pour lesquelles la relative abondance des sources écrites, monumentales et iconographiques l'avaient reléguée au second plan. Sans vouloir privilégier les vestiges matériels mis au jour par la fouille au détriment des autres sources disponibles, cette archéologie, avec les méthodes nouvelles d'analyse qu'elle propose, a désormais pris sa place auprès des disciplines plus traditionnelles qui ont fait la réputation de l'École française d'Extrême-Orient. En coopération étroite avec les archéologues des divers pays de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Vietnam, Laos, Thaïlande, Cambodge), avec l'aide financière de la Commission consultative des Recherches archéologiques à l'Étranger du ministère des Affaires étrangères, et en association souvent avec les archéologues du C.N.R.S. ou de l'I.R.D., plusieurs missions de l'École mènent ainsi depuis une quinzaine d'années des campagnes annuelles de fouilles sur des sites historiques de la région. Au-delà des recherches effectuées sur les sites particuliers qu'elles ont choisi de fouiller, leurs travaux débouchent sur l'étude de l'urbanisation ancienne de l'Asie du Sud-Est, sur celle des réseaux d'échanges tissés entre l'océan Indien et le mer de Chine ou encore sur le processus de formation et de construction des États de la région.

Je mènerai à son terme cette intervention en vous présentant celle d'entre les conclusions de ces travaux archéologiques récents

qui me paraît la plus riche en développements futurs. A l'image que l'on avait donnée d'une indianisation imposée de l'extérieur à des peuples de l'Asie du Sud-Est qui auraient été encore, vers le IIe-IIIe siècle de notre ère, « en pleine civilisation néolithique tardive », on en substitue désormais une autre, qui redonne à ces mêmes peuples un rôle d'acteurs de leur destin. On a désormais prouvé en effet que cette « indianisation », dont personne ne cherche à nier la portée, s'est de fait produite après environ un millénaire d'échanges constants avec l'Inde, que l'on qualifierait aujourd'hui de « bilatéraux » : ces découvertes permettent dès lors d'envisager des populations de l'Asie du Sud-Est qui commençaient à s'organiser au sein de systèmes politiques à la complexité croissante, jouant un rôle décisif dans la mise en place de réseaux marchands hauturiers, exportateurs de l'or et de l'étain dont l'Inde était friande.

Dès lors, on se doit de constater que l'on est loin, en Asie du Sud-Est, de cette « Grande Inde » rêvée dans les années trente par les nationalistes indiens de la *Greater India Society* et, de façon plus mesurée, par leurs collègues orientalistes européens.